

L'été en séries 1/5

Le combat des Africaines pour leurs droits

Par Lise Ménélique

Sur la route

Pendant six mois, d'octobre 2016 à mars 2017, la journaliste Lise Ménélique et son coéquipier Nicolas de Vuyst ont voyagé à moto à travers l'Afrique du Sud, le Botswana, la Zambie et la Tanzanie à la rencontre des femmes et de leurs familles. Dans chaque pays, Lise Ménélique a tâché d'approfondir un enjeu concernant les droits ou les non-droits des femmes : des violences sexuelles à l'égard des jeunes femmes en Afrique du Sud, à la question de la dot en Zambie, en passant par le problème de l'héritage au Botswana, ou encore les mariages entre personnes de même sexe en Tanzanie. A cheval entre lois et traditions, les femmes africaines doivent se battre pour garantir leurs droits et leurs libertés fondamentales.



Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles

Fonds pour le journalisme

“Les femmes africaines subissent une triple oppression”

Reportage Lise Ménélique
En Afrique australe

Le soleil cogne en ce début de matinée de novembre à Johannesburg. On entend les bruits du centre-ville depuis la fenêtre entrouverte des locaux de l'ONG Lawyers for Human Rights. L'immeuble est en travaux. Des fils traînent parmi quelques morceaux de plâtre mal posé. Aux murs, des affiches sur lesquelles des enfants et des femmes à la peau sombre regardent les visiteurs. C'est ici que travaille l'avocate Sharon Ekambaram, responsable du programme d'aide pour les réfugiés et les migrants de l'organisation en Afrique du Sud. “Il y a quelques semaines, alors que je me rendais au travail et que j'étais arrêtée avec ma voiture au feu rouge, un type a posé un flingue sur ma tempe. Je lui ai donné ce que j'avais. C'est une réalité très dure qui me rappelle que la plupart des gens vivent uniquement dans cette violence”, explique l'activiste.

De cette violence, les femmes sont les premières victimes et pas uniquement en Afrique du Sud où le taux de féminicide – meurtre d'une femme en raison de sa condition féminine – est un des plus élevés du monde, mais sur tout le continent.

Femmes, noires, pauvres : la triple malédiction

“Les femmes africaines subissent trois formes d'oppression. D'abord, à cause de la couleur de leur peau, parce qu'elles sont noires. Ensuite, parce qu'économiquement, ce sont elles les plus pauvres. Enfin, l'oppression de genre, parce qu'elles sont femmes”, rappelle Sharon Ekambaram.

Les violences à l'égard des femmes sont une constante au niveau mondial. Selon les chiffres de 2016 de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), près d'une femme sur trois a été exposée au moins une fois au cours de sa vie à des violences physiques et sexuelles. L'Afrique ne fait pas exception.

Pourtant, quasiment tous les pays du continent ont ratifié la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW, NdIR). Mais sur le terrain, la réalité est différente. Les femmes africaines subissent des violences de toutes sortes comme le mariage forcé, le viol, ou encore la spoliation de leurs biens. Les jeunes femmes en situation socio-économique faible sont particulièrement vulnérables à ces agressions. C'est elles que nous avons souhaité écouter au cours de notre périple.

Là où seule la moto peut aller

Entre Cape Town et Kigali, sur près de 11 492 kilomètres à travers l'Afrique du Sud, le Botswana, la Zambie et la Tanzanie, elles ont été nombreuses à nous ouvrir leurs portes et nous éclairer sur les réalités de sociétés complexes et étonnantes.

Les motos forment un élément essentiel de ces reportages. Avec nos deux Suzuki GS150R achetées en Afrique du Sud, des engins légers et maniables, nous nous sommes rendus dans des lieux reculés accessibles uniquement via des pistes boueuses ou inon-



Mariam Omari, 48 ans, dans le village de Getenga, en Tanzanie.

dées. Nous avons fait étape dans des villes et des villages où les journalistes et les voyageurs se font rares. Rouler à moto nous a permis de mieux comprendre les sociétés que nous souhaitions découvrir, et les femmes que nous voulions rencontrer.

Les débuts n'ont pas été simples : s'entraîner en Espagne, braver l'administration sud-africaine pour acheter les montures, et commencer notre parcours par trois jours de tempête et un bras en écharpe. Petit à petit, les corps s'habituent et les rencontres s'accumulent, avec leurs doses d'accueil, de chaleur et d'éblouissement. En Afrique de l'Est, la moto a aussi cette qualité de permettre au pilote de se fondre dans la masse.

Détours improbables

Dans certains pays, le deux-roues motorisé est légion, notamment en Tanzanie où il est parfois le seul moyen de transport possible entre les villages. Grâce à nos casques et nos vêtements sobres, nous avons

également évité les nombreux barrages de police et les complications aux différentes frontières que nous avons traversées. Les autorités ont tendance à inspecter les gros 4x4 étincelants, non pas des petites motos cabossées par les chutes du voyage.

En suivant le fil des différents contacts pour les reportages, notre carte s'est modifiée, révélant des routes improbables comme ce détour de 586 kilomètres de Palapye à Maun, au Botswana, pour se rendre au bord du Delta de l'Okavango afin d'y rencontrer plusieurs associations de défense des droits des femmes. La moto nous a permis de passer au-dessus des clichés grâce à l'itinérance et à l'improvisation.

Ce mode de transport a aussi facilité le contact avec les populations. Nous avons constaté que les femmes des pays africains que nous avons traversés font preuve d'une force et d'une résilience sans égales face aux différents types et degrés de violences auxquels elles sont confrontées tout au long de leur vie. Leurs luttes nous ont permis de relativiser, malgré les trombes d'eau aveuglantes de la saison des pluies en Zambie, ou la chaleur presque insoutenable du désert du Kalahari.

→ Ces reportages ont été réalisés avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Macron va créer sa propre télé

France En Marche dit vouloir se constituer comme un média.

On pourrait appeler ça de la diversification. Né il y a à peine plus d'un an, le parti veut “se constituer comme un média” en développant sa propre production de contenus pour relayer ses messages sur le terrain, y compris “là où les médias ne vont pas”, a indiqué vendredi une porte-parole du mouvement. Le mouvement qui a réuni samedi à Paris sa première “convention” pour déterminer ses grands chantiers à venir, compte recruter des rédacteurs et des vidéastes pour faire connaître les initiatives et les messages de ses adhérents sur le terrain. “Nous voulons associer davantage la presse quotidienne régionale. Mais nous voulons aussi développer des contenus, de manière décentralisée. Si les médias n'y vont pas, on ira”, a expliqué la porte-parole. “Nous voulons aussi nous adresser à des médias un peu plus sociétaux, pour casser la lecture uniquement politique des partis”, a-t-elle ajouté. “C'est à nous de monter sur des thématiques, nous avons un champ d'expression qui touche la vie des gens. Les syndicats, le gouvernement vont s'écharper, or c'est loin de la vie des gens. Nous montrerons cette dynamique de l'engagement citoyen”, a-t-elle affirmé.

Fausse impression de spontanéité. Au sommet de l'Etat, Emmanuel Macron privilégie une communication directe avec les Français, notamment via les réseaux sociaux, et snobe les médias, auxquels ses équipes de com délivrent des images clés en main, forcément avantageuses. Emmanuel Macron n'a d'ailleurs donné qu'une seule interview depuis son investiture, dans huit journaux européens simultanément, sur l'Europe. (d'après AFP)

EN BREF

Chine
Liu Xiaobo, Nobel de la Paix chinois, pourrait être transféré à l'étranger

Des médecins d'Allemagne et des Etats-Unis qui ont examiné le dissident chinois Liu Xiaobo ont indiqué dimanche que transporter à l'étranger le Nobel de la Paix 2010 pour soigner son cancer serait “sans danger”, contredisant ainsi des médecins chinois. L'Hôpital universitaire médical n°1 de Shenyang, où Liu est traité pour un cancer du foie en phase terminale, avait pourtant indiqué samedi qu'il serait “dangereux” pour lui d'être transféré, compte tenu de son état de santé. (AFP)

France
Le complice des Saouti inculpé

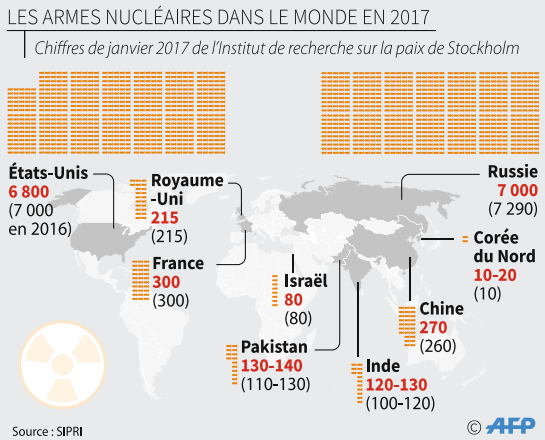
Un Français de 42 ans, soupçonné d'avoir projeté un attentat à l'aide d'un important arsenal avec deux frères belges, a été inculpé dimanche par un juge antiterroriste français et écroué, selon une source judiciaire. Interpellé près de Lille dans la nuit de mardi à mercredi, il a été notamment inculpé pour “association de malfaiteurs terroriste criminelle” et “acquisition, détention et transport d'armes”. Il a été placé en détention provisoire. Les deux frères belges Akim et Khalid Saouti ont, eux, été inculpés mercredi à Bruxelles. (Belga)

Mexique
28 détenus tués dans une mutinerie

Vingt-huit détenus sont morts et trois autres blessés jeudi lors d'une mutinerie dans une prison d'Acapulco au Mexique, port touristique de l'Etat de Guerrero, déchiré par la violence du crime organisé, ont annoncé les autorités. A l'aube, dans le “centre de réinsertion sociale de Las Cruces, une bagarre est survenue entre détenus, faisant 28 morts et trois blessés”, a déclaré lors d'une conférence de presse Roberto Alvares, porte-parole chargé de la sécurité à Guerrero, précisant que la dispute est due à la “lutte permanente entre groupes rivaux à l'intérieur de la prison”. (AFP)

Armement nucléaire
L'Onu adopte un traité bannissant l'arme atomique... sans les puissances nucléaires

Un traité interdisant les armes atomiques a été adopté vendredi aux Nations unies mais les puissances nucléaires ont refusé de participer au processus, conférant à ce texte une portée largement symbolique. Le traité a été adopté par 122 votes pour, une voix contre –les Pays-Bas, membre de l'Otan– ainsi qu'une abstention. Bien que les partisans du traité y voient une réalisation historique, ce texte n'aura aucun impact sur la réduction du stock mondial actuel de quelque 15 000 têtes nucléaires. (AFP)



Série d'été 2/5

Le combat des Africaines pour leurs droits

Par Lise Ménélaque

Sur la route

Pendant six mois, d'octobre 2016 à mars 2017, la journaliste Lise Ménélaque et son coéquipier Nicolas de Vuyst ont voyagé à moto à travers l'Afrique du Sud, le Botswana, la Zambie et la Tanzanie à la rencontre des femmes et de leurs familles.

Ce mardi : les violences sexuelles à l'égard des femmes en Afrique du Sud.



Dans les townships, l'éducation peut aider à briser la culture du viol



Apniwe (la deuxième en partant de la gauche) et ses amis lors de la fête de l'école primaire Siyabulela, dans le township de Langa.

■ Dans les quartiers pauvres, les violences sexuelles sont une réalité quotidienne, à laquelle des femmes tentent de mettre fin.

Reportage Lise Ménélaque
Au Cap et à Johannesburg (Afrique du Sud)

Tu restes près de moi... On va devoir attendre le prochain train." Monwabisi, ami et accompagnateur, regarde autour de lui en fumant une cigarette. Le jeune homme de 23 ans est sur ses gardes. Si Le Cap est réputé être une des villes les plus sûres d'Afrique du Sud, certains lieux restent dangereux. C'est le cas des townships, quartiers souvent pauvres et sous-équipés, réservés aux "non-Blancs" durant l'apartheid, à l'exemple de celui de Langa où nous avons rendez-vous. Quinze ans après la fin de ce régime ultraviolent, les plaies de la ségrégation sont en-

"Les hommes ont été éduqués à regarder les femmes comme des objets sexuels avec en plus le côté brutal, à cause des conditions de vie en Afrique du Sud. Nous souhaitons les sortir de cet engrenage."

Nonhlansla Siosana
Manager du comité d'éducation de l'association Sonke Gender Justice

core visibles. Les personnes à la peau blanche s'aventurent rarement seules dans les townships, et les personnes à la peau noire ne sont pas nombreuses aux tables des restaurants du centre-ville.

A Langa, les jeunes ne sont pas dupes. "Il y a des choses positives dans les townships. Par exemple nos frais de scolarité sont gratuits. Mais on sait qu'on n'a pas les mêmes chances que les autres", raconte Apniwe, 15 ans, entre deux blagues avec ses copines. Toutes sont vêtues d'habits traditionnels pour la fête de la Siyabulela Primary School organisée en partenariat avec LoveLife, une association spécialisée dans la prévention du sida et la sexualité des jeunes. "Souvent les hommes veulent nous attraper. Alors, on leur lance des pierres, mais parfois ça ne suffit pas", décrit l'adolescente en baissant le regard.

Les victimes abandonnées à elles-mêmes

Le viol est une réalité quotidienne dans les townships. Selon l'organisation Africa Check, en 2016, environ 42 000 cas ont été rapportés à la police. Ces

viols contribuent à la propagation du sida. Les agresseurs, souvent pauvres et parfois sous substances, n'utilisent que rarement des préservatifs. Pour Lolewla Mko, 27 ans, la douleur reste vive. "J'avais 20 ans. J'ai réussi à aller jusqu'au bout et porter plainte. Mes agresseurs sont maintenant en prison. Après ça, je suis venu à LoveLife pour faire le test du sida, qui était positif. Ça a été très dur, mais j'ai décidé d'être bénévole auprès de l'association pour raconter mon histoire", témoigne-t-elle.

Si pour Lolewla, la justice fut efficace, c'est notamment grâce à la loi de 2007 dite "Sexual Offences Act". Elle étend la définition de l'agression sexuelle, en fait un crime, et durcit les sentences. Mais pour l'avocate Sanja Bornman, responsable du programme "Egalité des genres" au sein de l'ONG Lawyers for Human Rights, sur le terrain, la pratique ne suit pas : "Malheureusement, c'est encore beaucoup plus facile pour une femme blanche d'avoir accès à l'aide légale dont elle a besoin, que pour une femme noire qui vit dans les townships. Et ce pour plusieurs raisons, dont la principale est le manque d'informations et de communication pour les personnes les plus vulnérables." Sanja Bornman détaille aussi le travail des officiers de police, qui essaient régulièrement de renvoyer les femmes violées chez elles sans prendre en compte leurs plaintes. "L'Afrique du Sud, c'est aussi un melting-pot de cultures et de traditions très différentes, avec par exemple nos onze langues officielles. Ce qui peut paraître outrageant pour une personne ne l'est pas forcément pour une autre", indique l'avocate.

Au sein des townships, s'il n'est pas évident pour une jeune femme de porter plainte, il l'est encore moins de trouver un refuge en cas de viol si l'agresseur est un proche. Dans certaines cultures sud-africaines, la famille est le noyau central de la vie. Fuir son petit ami, son mari, c'est fuir sa famille au sens large du terme. Un outrage pour tout l'entourage de la victime et la victime elle-même. Les jeunes femmes peuvent alors trouver l'aide auprès de l'organisation Powwa, People Opposing Women Abuse.

Eduquer les hommes

Dans une maison barricadée en banlieue de Johannesburg, au cœur d'un township calme et familial, les hommes ont interdiction d'accès. Entre les rires des enfants et le crissement de l'électricité dans les barbelés, les femmes y racontent leurs histoires et pensent leurs plaies. En plus d'une aide légale, Powwa fait de la médiation familiale : "On organise des réunions avec les parents. Il faut leur expliquer que les violences sexuelles sont très néfastes pour leurs filles. Le problème, c'est l'éducation", explique Palesa Mpape, responsable juridique de l'organisation.

Un constat qui ressort aussi du côté de Sonke Gender Justice, une association qui propose des programmes de dialogues avec les hommes. "Les hommes ont été éduqués à regarder les femmes comme des objets sexuels avec en plus le côté brutal, à cause des conditions de vie en Afrique du Sud. Nous souhaitons les sortir de cet engrenage, et faire d'eux des ambassadeurs contre le viol. Qu'ils ne se taisent plus face à ce phénomène", défend Nonhlansla Siosana, manager femme du comité d'éducation de Sonke Gender Justice.

Avec tous les moyens dont elles disposent, les jeunes femmes de Johannesburg sont déterminées à inverser la tendance. A l'instar de Sibongile, 19 ans, originaire du township de Thokoza et serveuse dans une échoppe. Elle souhaite décrocher une bourse pour aller à l'université : "Le savoir, c'est le pouvoir !" clame-t-elle en riant. Elle a bien raison.

LA JOURNÉE EUROPÉENNE

Les eurodéputés éreintent le plan de May pour les droits des citoyens de l'UE après le Brexit...

Lorsque la proposition britannique sur les droits "post-Brexit" des citoyens européens installés outre-Manche fut officiellement présentée, le chef négociateur de l'Union pour le Brexit, Michel Barnier, avait réclamé "plus d'ambition, de clarté et de garanties". Sa réaction tenait de l'enthousiasme débridé, si on la compare à celle des députés européens. Les leaders de tous les groupes politiques pro-européens du Parlement, appuyés par d'autres députés, ont cosigné une tribune féroce publiée dans le quotidien britannique "The Guardian". Le plan britannique pour les citoyens jette "un voile noir sur la vie de millions d'Européens qui se trouvent ainsi plongés dans l'incertitude la plus complète", déplorent-ils, ajoutant que Londres va créer "des citoyens de seconde classe". Qui plus est, le Royaume-Uni s'apprête à multiplier la paperasse pour les applications au statut de "résident permanent outre-Manche". Pour un pays qui n'a eu de cesse de fustiger la lourdeur administrative européenne, c'est ballot.

... et mettent Theresa May en garde

Selon ce plan, les ressortissants de l'Union résidant au Royaume-Uni depuis au moins cinq ans se verraient accorder un droit de résidence similaire à celui dont ils jouissent actuellement, mais perdraient le droit de voter aux élections locales, et devraient justifier d'un certain niveau de revenus pour pouvoir faire venir dans le pays les membres de leur famille. Et les députés de poser au gouvernement britannique des questions – sur le coût des études outre-Manche pour les Européens, la reconnaissance des diplômes des médecins, les travailleurs frontaliers, etc. – dont on est pas du tout certain qu'il ait déjà la réponse. Que Theresa May se le dise : "Le Parlement européen se réserve le droit de rejeter tout projet d'accord qui traiterait les citoyens européens moins favorablement", a rappelé le chef libéral Guy Verhofstadt, négociateur du Brexit pour le Parlement. Ah oui, encore ceci. Le Royaume-Uni ne doit pas trop espérer prolonger les négociations de sortie au-delà de la date butoir de 2019, sous peine de perturber les élections européennes. "Ce serait impensable", préviennent les députés.

L'Australie fait passer l'Europe avant le Royaume-Uni

A part ça, le Premier ministre australien s'est dit lundi s'est dit lundi "très désireux" de nouer un accord commercial avec le Royaume-Uni une fois que celui-ci sera sorti de l'UE. Après les fleurs vient le pot : "Dans le même temps, nous sommes impatients de conclure sous peu un accord de libre-échange avec l'Union européenne", a-t-il ajouté. Résumé en quelques mots : "Europe first, Britain second", quoi. Soit le contraire de ce que les Brexiteers avaient en tête. Quand ça ne veut pas, ça ne veut pas.

Série été 3/5

Le combat des Africaines pour leurs droits

Par Lise Ménalque

Sur la route

Pendant six mois, d’octobre 2016 à mars 2017, la journaliste Lise Ménalque et son coéquipier Nicolas de Vuyst ont voyagé en moto à travers l’Afrique du Sud, le Botswana, la Zambie et la Tanzanie à la rencontre des femmes et de leurs familles. **Ce mercredi** : le problème de l’héritage au Botswana. Jeudi : la question de la dot en Zambie. Vendredi : les mariages entre personnes de même sexe en Tanzanie.



Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles

Fonds pour le journalisme

Au Botswana, la coutume veut que seul l’homme hérite

■ Le droit coutumier considère la femme comme inapte à gérer une propriété. L’Etat a pris des dispositions pour changer cette situation.

Reportage Lise Ménalque
Au Botswana

C’est la saison des pluies à Kasane en ce début du mois de décembre. Située au nord du Botswana, cette petite ville est la capitale du district de Chobe, à la frontière avec la Zambie, le Zimbabwe et la Namibie. Ici, les touristes sont nombreux à admirer les éléphants et les hippopotames de la rivière Chobe. Les hôtels de luxe avoisinent les quartiers populaires d’à peine quelques mètres, avec l’asphalte de la route comme séparation physique. En amont de la ville, plusieurs cases de terre sèche surplombent une cour qui prend l’eau. Dans un coin abrité, une dizaine de garçons regardent un match de football devant un vieux poste de télé. Beady M Kabisa, grand-mère de 48 ans, se bat pour garder cette parcelle depuis le décès de son mari : *“Il y a un an, mon mari est tombé malade et il est mort quelques mois après. Pendant sa maladie, ses sœurs ont changé les papiers pour que je sois exclue de l’héritage, alors que c’était à moi que devait revenir la maison”*, explique-t-elle avec colère. La *customary law*, c’est-à-dire le droit coutumier, est toujours en vigueur au Botswana. Au nom du *ngwaketse*, la famille du mari décédé a le droit de mettre Beady dehors pour reprendre les terres. Mais si l’on en croit l’*acommon law*, le droit commun, également en vigueur dans le pays, Beady peut aussi hériter de la maison si elle arrive à prouver que les papiers ont été falsifiés par la famille de son mari.

La femme, considérée comme un enfant

“Ce genre de cas devient de plus en plus rare, mais ça existe encore. C’est pour ça que nous sommes là”, déclare Gofaone Nolly Moremi. La jeune femme est administratrice au bureau du district de Chobe et représente la *common law*. Elle effectue un travail de médiation pour que les femmes veuves puissent hériter de la terre. *“Les familles viennent ici, elles trouvent un accord, et elles passent ensuite devant le tribunal coutumier pour acter leur décision en présence du kgosi, le chef du district”*, détaille-t-elle.

Dans les locaux du tribunal coutumier, des restes de mangues grignotées jonchent le sol et des phacochères longent les murs à la recherche de nourriture pour leurs petits. *“Il ne faut pas trop s’approcher d’eux,*

ils sont dangereux”, prévient en riant Tslegofatso Samoka, le président du tribunal coutumier et *kgosi* de la ville. *“Avant, la femme était traitée comme un enfant. C’était ses grands frères, ses oncles ou les hommes de la famille de son mari qui avaient le contrôle. Elle devait écouter ce qu’ils décidaient, y compris à propos de la terre, développe M. Samoka. Maintenant, on essaie de faire évoluer les choses au niveau de la loi coutumière pour que les femmes soient héritières au même titre que leurs maris et leurs familles.”*

Si les propos progressistes de Tslegofatso Samoka sont surprenants, tous les chefs du pays, majoritairement des hommes, restent les fervents défenseurs d’une coutume dont ils sont bénéficiaires.

“Un pas en avant, deux pas en arrière”

Dans certaines régions reculées, comme aux abords du delta de l’Okavango, la coutume n’est pas près de disparaître. *“Ici, dans la majorité des villages, c’est l’homme ou sa famille qui hérite de tout, par exemple des parcelles, mais aussi des troupeaux de vaches ou des maisons”*, décrit Peggy Ramaphane, coordinatrice de l’organisation non gouvernementale (ONG) Women Against Rape.

Basée dans la ville de Maun, l’association apporte de l’aide aux femmes botswanaïses victimes de violences domestiques, y compris quand elles doivent fuir leur domicile à cause de problèmes d’héritage. *“Je travaille dans la région depuis 2009. Pour moi, le changement dans ce domaine, c’est un pas en avant, deux pas en arrière. Les communautés se déplacent sans cesse dans le pays, surtout pour le travail ou pour l’élevage. A chaque fois, il faut recommencer à informer depuis le début”*, précise-t-elle.

Pourtant, la décision de la Cour constitutionnelle en 2012 en faveur de l’héritage pour les femmes (1) a largement contribué au changement des mentalités. Mais ce n’est pas la première décision de justice à avoir remué les traditions.

Le changement sera long, mais les mentalités évoluent

Idah Mokereitane de l’association de défense des droits des femmes Emang Basadi, installée dans la capitale Gaborone, se souvient : *“En 2004, il y a eu l’abolition de l’autorité maritale, le ‘Marital Power Act’. Avant ça, aux yeux du droit commun comme du droit coutumier, l’homme était le seul à pouvoir gérer une propriété. Ce n’est plus le cas.”* Après la réforme sur le mariage, ce fut le tour de l’héritage, dans une logique de continuité de la part de l’Etat.

S’il faut s’attendre à ce que le changement des mentalités prenne du temps, on le discerne néanmoins imperceptiblement lorsque l’on discute avec les jeunes gens de Gaborone. Ils parlent de leur avenir en couple avec bienveillance, et insufflent un vent d’optimisme en faveur des droits des femmes.



ATTILA KISBENEDEK / AFP PHOTO

La croisade du gouvernement Orbán contre George Soros suscite un profond malaise

Hongrie Une campagne aux relents antisémites vise le milliardaire américano-hongrois.

Corentin Léotard
Correspondant à Budapest

Dans le roman “1984” de George Orwell, une implacable propagande commande de haïr Emmanuel Goldstein, ennemi public numéro un de l’Etat totalitaire d’Océania. Comme George Soros en Hongrie, constate le politologue Gábor Török, après le lancement la semaine dernière d’une nouvelle campagne de diffamation à l’encontre du milliardaire américain d’origine judéo-hongroise. Dans les transports de la capitale, le long des routes, sur les abribus et les cabines téléphoniques..., impossible pour les citoyens de se soustraire au regard malin de George Soros.

“Ne laissons pas Soros rire le dernier”, scande l’affiche qui ajoute que *“99 % des Hongrois sont contre l’immigration clandestine”*. Car c’est le cœur de l’affaire : *“Soros veut importer un million de migrants chaque année en Europe”*, répète le Premier ministre Viktor Orbán, en dépit des propositions réelles de l’intéressé, exposées à l’été 2016 dans le magazine “Foreign Policy”. L’Union européenne et les ONG que George Soros finance, le diri-

geant hongrois les relègue au rôle de suppôts de ce *“vaste plan et ce grand business”*.

Depuis sept ans que le parti conservateur Fidesz de Viktor Orbán règne sans partage sur la Hongrie, ses 10 millions d’habitants sont bombardés de slogans, tels que “La Hongrie se renforce”, “Arrêtons Bruxelles !”, ou encore “La Hongrie est un pays européen fier et fort”.

Une propagande de 20 millions d’euros

La chaîne de droite Hír TV, brouillée avec le pouvoir, calcule que *“la propagande gouvernementale a atteint un montant record cette année”*, avec déjà plus de 40 millions d’euros engloutis, dont près de la moitié pour la seule campagne contre George Soros. A titre de comparaison, le montant total versé par ce dernier à une cinquantaine d’organisations civiles via son Open Society Foundations représente 3,2 millions d’euros en 2017.

La brutalité de la campagne en cours suscite de vives réactions. Une figure peu populaire, mais respectée de la politique hongroise, Lajos Bokros, à la tête d’un petit parti de droite libérale, a qualifié, dans une lettre ouverte, à la fois Viktor Orbán et cette campagne de *“fascistes”*, affirmant que *“le gouvernement a fait de l’incitation à la haine la politique officielle de l’Etat”*. Des militants de partis de gauche s’attellent à détourner le sens des affiches sur Internet, mais surtout testent la réaction des

autorités en les vandalisant dans les rues de Budapest, quartier par quartier.

Les représentants juifs inquiets

La principale organisation juive en Hongrie (Mazsihisz), d’ordinaire conciliante avec lui, a demandé à Viktor Orbán de *“mettre fin à ce cauchemar au plus vite”*, disant craindre que cette campagne *“toxique”* provoque un regain d’antisémitisme. L’ambassadeur d’Israël en Hongrie a appuyé cette réaction, mais a aussitôt été désavoué par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, a rapporté le journal israélien “Haaretz”. Les deux dirigeants hongrois et israélien doivent se rencontrer à Budapest dans quelques jours. Tous deux partagent la même aversion pour George Soros et sont clients du consultant politique Arthur J. Finkelstein, un spin doctor travaillant pour l’aile droite dure du Parti républicain aux Etats-Unis.

Le gouvernement hongrois agit le spectre d’une tentative de déstabilisation d’ici au printemps électoral en 2018. George Soros en serait l’instigateur, tel Emmanuel Goldstein dans “1984”. Après le regain d’intérêt des opposants du Fidesz pour la dystopie d’Orwell, celle-ci a rapidement disparu du catalogue numérique de la bibliothèque nationale hongroise. Voilà qui serait orwellien, si cela n’avait été fait à la demande expresse des ayants droit de l’auteur britannique, pour des raisons de violation des droits d’auteur...

“Le gouvernement a fait de l’incitation à la haine la politique officielle de l’Etat.”

Lajos Bokros
Ce leader d’un petit parti de droite, figure peu populaire, mais respectée, a qualifié la campagne qui cible George Soros de “fasciste”.

Série d'été 4/5

Le combat des Africaines pour leurs droits

Par Lise Ménéalque

Sur la route

Pendant six mois, d'octobre 2016 à mars 2017, la journaliste Lise Ménéalque et son coéquipier Nicolas de Vuyst ont voyagé à moto à travers l'Afrique du Sud, le Botswana, la Zambie et la Tanzanie à la rencontre des femmes et de leurs familles. Dans chaque pays, Lise Ménéalque a tâché d'approfondir un enjeu concernant les droits ou les non-droits des femmes.

Ce jeudi : la question de la dot en Zambie.

Vendredi : les mariages entre personnes de même sexe en Tanzanie.



Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles

Fonds pour le journalisme

La tradition de la dot transforme les Zambiennes en m archandise

■ La famille du futur époux doit apporter une compensation financière ou marchande à celle de l'épouse. Qui n'a guère voix au chapitre.

Reportage Lise Ménéalque
En Zambie

Il faut faire environ une heure de piste à partir de la route goudronnée pour atteindre le village de Lubono, dans le district de Mumbwa, près du Kafue National Park en Zambie. Des collines cultivées en petites parcelles s'étalent à perte de vue. Les terres sont divisées par des cases construites sous les arbres pour se protéger du soleil. C'est à l'ombre sous un auvent de paille que Violet Musole, 36 ans, travaille le maïs. *"Je me suis mariée à 18 ans par amour avec Mambo. Sa famille a payé deux vaches à la mienne pour m'avoir... Je lui ai fait six enfants, presque sept maintenant"*, décrit-elle en montrant son ventre. Pour le mariage, les deux vaches données à la famille de Violet par la famille de son mari symbolisent la "lobola" ou "malobolo", un paiement pour compenser la "perte" d'une force de travail que représente la jeune femme au sein de sa famille d'origine. La dot est discutée entre les hommes des deux familles, généralement par le biais d'un oncle ou d'un cousin. Les femmes ont rarement leur mot à dire. Quand on demande à Violet si elle est d'accord avec cette tradition, elle éclate de rire : *"Tu imagines un homme qui ne paie pas la lobola pour t'avoir ? C'est impossible ici. Ça vou-*

"Tu imagines un homme qui ne paie pas la lobola pour t'avoir ? Ça voudrait dire que tu n'as aucune valeur."

Violet
A fait un mariage d'amour, mais a quand même été "achetée" par sa belle-famille au prix de deux vaches.



Tweembo Chiimbwe et sa famille devant sa maison dans le village de Lubono.

draît dire que tu n'as aucune valeur." De l'autre côté de la colline, Tweembo Chiimbwe, 44 ans, prépare le repas dans une cour bien entretenue. Alors que son mari s'éloigne pour aller travailler, Tweembo se confie : *"C'est une pratique qui fait totalement partie de notre culture... Mais ça me gêne parce que je ne peux pas participer aux décisions de la maison ni du champ."* Dans cette région, les femmes s'occupent de l'agriculture tout en éduquant les nombreux enfants issus d'unions polygames.

"Elles sont vendues"

La lobola est une pratique controversée en Zambie pour plusieurs raisons. Dans les zones rurales comme à Lubono, le paiement est de quelques animaux, mais en ville la dot est payée directement en kwacha, la monnaie zambienne. Ce paiement varie en fonction du niveau d'études ou de l'âge de la jeune femme, des revenus de sa famille, ou encore de la manière dont elle se comporte en société. *"Avant, ce n'était pas comme ça. La dot était une manière d'ouvrir les tractations entre les familles de différents clans, par exemple. La mariée pouvait même repartir avec un animal dans sa nouvelle famille. Mais, maintenant, c'est l'argent qui compte, avec des sommes parfois exorbitantes"*, développe Lumba Siyanga, directrice de l'organisation Women for Change à Lusaka.

Un phénomène qui crée une fracture sociale entre les familles riches et les familles pauvres, tout en excluant de nombreux jeunes hommes qui ne pourraient par exemple jamais payer une lobola à hauteur de 10 000 kwacha, soit 960,38 euros. En matière de droits des femmes, la dot crée un sentiment d'appropriation des femmes de la part des hommes, sentiment que l'on retrouve dans toutes les strates de la société zambienne : *"Les femmes sont vendues et n'ont plus rien à dire dans les affaires du ménage. En cas de violences, elles ont aussi du mal à revenir dans leur famille d'origine, car on considère qu'elles n'y ont plus leur place."*

Women for Change propose des programmes d'éducation et de dialogue pour que les femmes soient à nouveau considérées auprès des hommes. Car, à cause de ce sentiment de n'être que des marchandises, certaines femmes ne mangent par exemple pas à leur faim, pour que leur mari ait une assiette pleine tous les soirs.

Les fillettes ne sont pas des épouses

Sur le plan de la loi, la lobola fait partie de la "customary law", le droit coutumier de Zambie, qui concerne les soixante-dix ethnies du pays. Ce droit n'est pas codifié, au contraire de la "statutory law", le droit législatif zambien. *"Pour le moment, on essaie de faire en sorte que les parents envoient d'abord les petites filles à l'école avant de les marier pour recevoir la lobola. Nous voulons au moins qu'elles terminent leur éducation et soient capables d'être indépendantes. C'est également un moyen de contourner le mariage des fillettes, très courant dans certaines tribus"*, explique Pilila Mwanza Gertrude Jere, du Comité des droits de l'homme et de la thématique du genre et des enfants au Parlement.

Dans ce pays où deux personnes sur trois vivent avec moins de un dollar par jour, la lobola représente un moyen de subsistance. Certaines familles n'hésitent pas à marier leurs filles très jeunes pour gagner une ou deux bêtes, ou un peu d'argent. Si, dans la loi, rien n'empêche la lobola et le mariage des enfants de se produire, en 2015, le gouvernement a lancé la campagne "Girls not brides" ("Filles, pas épouses"), un plan sur cinq ans pour endiguer le mariage des fillettes.

En Zambie, 42 % des femmes qui ont entre 20 et 24 ans ont été mariées avant 18 ans, ce qui en fait le pays avec l'un des taux de mariage d'enfants les plus élevés au monde. La dot, de plus en plus importante et monétarisée, n'arrange en rien ce phénomène.

EN BREF

Golfe Persique

Coup de pousse de Washington à Doha contre le financement du terrorisme

Le Qatar et les Etats-Unis ont signé un mémorandum d'accord concernant la lutte contre le financement du "terrorisme", ont annoncé mardi à Doha des responsables des deux pays. L'annonce a été faite par le ministre des Affaires étrangères du Qatar, dont le pays est mis à l'index par ses voisins du Golfe en raison de son soutien présumé aux mouvements extrémistes. L'accord a été confirmé par le secrétaire d'Etat américain Rex Tillerson qui effectue une visite à Doha dans le cadre d'une médiation dans la crise qui oppose le Qatar à l'Arabie saoudite et ses alliés. (Belga)



Brésil

Lula condamné à 9 ans de prison

L'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva a été condamné à neuf ans et six mois de prison pour corruption et blanchiment d'argent, a annoncé mercredi le tribunal de Curitiba (Sud) chargé de l'enquête sur le scandale Petrobras. L'icône de la gauche, qui a présidé le Brésil de 2003 à 2010, a été laissé en liberté et pourra faire appel. Si la condamnation est confirmée, Lula ira en prison et ne pourra pas se présenter à l'élection présidentielle de 2018, pour laquelle il est en tête des intentions de vote. (AFP)

500

Recrues pour recruter une armée en Haïti

L'armée avait été dissoute dans l'île après un coup militaire en 1995. Une campagne de recrutement de 500 soldats entre 18 et 25 ans a été lancée, pour des missions de surveillance des frontières et de déploiement lors de catastrophes naturelles, après l'annonce du retrait des casques bleus.

Cameroun

Les évêques dénoncent le meurtre d'un des leurs

Dans une déclaration reçue mardi soir par l'AFP, les évêques du Cameroun contredisent la version officielle de la mort de M^{re} Bala. Ils affirment que son corps, repêché début juin, présentait des "marques de violence". La justice camerounaise avait conclu à une "absence de toute trace de violence". (AFP)

à partir du JEUDI 13/07
jusqu'au SAMEDI 15/07

La meilleure qualité
au prix le plus bas

www.lidl.be

-33%

0.89
0.59*

33% DE RÉDUCTION
SUR NOTRE SALADE MULTICOLORE

GAGNEZ 1 DES 1.000
CADDIES REMPLIS

Participez? Surfez sur lidl.be**

*pièce - Offre valable aux jours mentionnés et jusqu'à épuisement du stock. Parce que les stocks sont limités dans chaque magasin, il est possible que certains articles soient épuisés prématurément.
**V.A. et collection de rayage comprises dans le prix. Les articles illustrés peuvent présenter des différences par rapport aux articles en magasin. Sous réserve d'erreurs typographiques.
E.R. LIDL Belgium, Guidenspoortpark 90 blok J, 9820 Merelbeke. **Le concours se déroule du 03/07/2017 au 30/07/2017. Les conditions et la durée se trouvent sur www.lidl.be

20 La Libre Belgique - jeudi 13 juillet 2017

jeudi 13 juillet 2017 - La Libre Belgique 21

